

PRESS BOOK

**« Rapport de la Banque Mondiale
sur l'évaluation de la gestion des systèmes des Finances
Publiques »**

Avril 2007

SOMMAIRE

La Vie Eco

Repris par www.bladi.net

La Banque Mondiale évalue les systèmes des finances publiques au Maroc.

L'Economiste

Finances publiques : les cours des comptes pointées du doigt.

MAP

Repris par Al bayane

Repris par Maroc Hebdo

www.bled.ma

La Banque Mondiale classe le Maroc parmi les pays à "risque faible".

Aujourd'hui le Maroc

Repris par www.casafree.com

Finances : Le Maroc classé à faible risque.

www.jeuneafrique.com

La Banque mondiale classe le Maroc parmi les pays à risque faible.

Libération

La Banque Mondiale évalue les finances publiques : le risque du système est faible.

Aujourd'hui le Maroc

Pour une gestion publique plus responsable et plus transparente.

Le Matin

Etude de la Banque Mondiale : le Maroc est à faible risque fiduciaire.

التجديد

العلم

:

الإتحاد الاشتراكي

الصحراء المغربية

الصحيفة المغربية

بيان اليوم

" "

La Banque mondiale évalue le système des finances publiques au Maroc

Finalisé il y a un mois, le rapport sera rendu public le 23 avril

Comme à l'issue de l'étude de 2003, le système marocain présente un niveau «risque faible»

Points à améliorer : les délais d'ordonnancement des dépenses, la déconcentration des crédits et la reddition des comptes.

Le système des finances publiques au Maroc (pas la politique des finances publiques) a été évalué positivement par la Banque mondiale dans un rapport qui sera rendu public le 23 avril. Dénommé Country Financial Accountability Assessment (CFAA) ou Etude d'évaluation de la gestion des systèmes de finances publiques au Maroc, ce rapport, réalisé sous la direction de Pierre Messali, chef de mission et spécialiste en gestion des finances publiques à la Banque mondiale, contient une évaluation du risque lié à l'ensemble des méthodes, procédures et outils de gestion des finances publiques. Il fait suite à un précédent rapport réalisé en 2003. Ce sont les autorités marocaines qui, en mai 2006, avaient sollicité la Banque mondiale pour un diagnostic, en commun, des réformes du système des finances publiques qui n'ont pas été couvertes par le CFAA de 2003, car, pour l'essentiel, elles sont intervenues ultérieurement à cette date.

La fusion de la TGR et du CED jugée courageuse

Et pour commencer, une évaluation globale : sur une échelle de quatre niveaux (risque faible, moyen, important et élevé), le risque global du système des finances publiques au Maroc est évalué au niveau «risque faible», comme en 2003. Pour autant, comme l'explique Pierre Messali (voir entretien), cela ne signifie pas que «le système est parfait». Le Maroc a encore des efforts à déployer en particulier s'agissant des délais de reddition des comptes et de « la promotion active» de la fonction de contrôle, «deux piliers désormais incontournables» de toute évaluation du risque dans les analyses comparatives à l'échelle internationale et de la perception du risque de corruption de manière plus générale, souligne le rapport.

Comme le relève le rapport, le Maroc, depuis 2001 déjà, mais plus substantiellement à partir de 2003, a notablement amélioré la présentation des documents budgétaires, ce qui a généré un surcroît de transparence. Non seulement les documents ont été enrichis au plan du contenu (c'est-à-dire l'information budgétaire), mais ils ont également gagné en lisibilité : regroupement dans une même morasse des différentes composantes des budgets ministériels ; réduction significative du nombre de comptes spéciaux du Trésor (79 contre 132 en 2002) et du nombre des services de l'Etat gérés de manière autonome (Segma) dont il ne reste que les centres hospitaliers, les centres régionaux d'investissement et des instituts techniques ; enfin,

la suppression définitive des budgets annexes, le dernier étant celui de la RTM, disparu dans la Loi de finances 2007.

A cela, il faut ajouter la réforme du contrôle, qualifiée de «courageuse» par le rapport de la Banque mondiale, et qui a consisté à faire fusionner la TGR (Trésorerie générale du Royaume) et le CED (Contrôle des engagements de dépenses). Cette réforme, qui a institué le contrôle modulé de la dépense (c'est-à-dire un contrôle qui s'exerce en fonction de l'importance de la dépense et/ou des risques qu'elle comporte) permet à la fois une fluidité dans le circuit de l'exécution de la dépense publique, mais aussi une responsabilisation accrue des gestionnaires ; le tout sécurisé par la promotion de l'inspection générale des Finances, appelée notamment à mener des audits de performance des ordonnateurs.

Tout en louant ces réformes et en les évaluant à un niveau de risque le plus bas, le rapport pointe cependant certaines insuffisances, en accord d'ailleurs avec les autorités marocaines. On peut en citer trois. Primo, les crédits déconcentrés. C'est un problème «lancinant» au Maroc, évoqué déjà dans le rapport de 2003, confie M. Messali. «Pourquoi les crédits régionalisés dans les morasses budgétaires ne sont-ils disponibles au niveau local qu'au mois de février ou mars dans la meilleure hypothèse ?», s'interroge Pierre Messali. «Il faut amender, voire supprimer, la procédure extrêmement complexe de la délégation pour les crédits de ce type», suggère-t-il. Ce dernier reconnaît, toutefois, que les recommandations faites dans ce sens en 2003 sont en cours d'application. Deuisio, la reddition des comptes de l'Etat. «C'est un problème qui ternit injustement le système des finances publiques marocain, car des efforts énormes ont été faits pour produire des situations d'exécution budgétaires mensuelles avec une très bonne précision», estime M. Messali. Où est donc le problème ?

Dans le fait que le Maroc a choisi comme mode de reddition des comptes la loi de règlement avec un délai officiel de deux ans. Or, ce délai, déjà long, n'est pas respecté puisque la dernière loi de règlement approuvée en 2006 concerne l'exercice 2001 (5 ans de retard !). Troisième point sur la liste des insuffisances : les délais d'ordonnancement des dépenses. Ceux-ci sont jugés longs, même si le rapport note une amélioration depuis notamment l'institution des intérêts moratoires. En fait, précise le rapport, ces délais longs concernent quasi exclusivement les marchés de fournitures et de travaux, dont le paiement est effectué au niveau central. En outre, les délais s'allongent de façon très importante en fin d'année, «créant l'effet classique d'embouteillage du circuit». Le rapport recommande, entre autres, un ajustement à la baisse des délais prescrits pour les intérêts moratoires.

Donc, en définitive, le système est bon mais les réformes doivent se poursuivre pour consolider les acquis et améliorer ce qu'il y a lieu d'améliorer, en particulier la réforme de la loi organique des finances, la pierre angulaire de tout le système.

«Il faut réformer la loi organique des finances»

La Vie éco : Dans le rapport, vous dites que les réformes engagées comportent un risque de réversibilité, en l'absence d'une réforme de la loi organique des finances...

Pierre Messali : Le rapport plaide en effet en faveur d'une réforme de la loi organique des finances à l'horizon 2009. La démarche de réforme est un moyen de parvenir à un système modernisé et rénové. Les finances publiques doivent en effet être gérées dans un cadre juridique cohérent qui garantisse, d'une part, la conformité des pratiques, la sécurité des opérations et de leurs opérateurs (ordonnateurs et comptables), mais, d'autre part, aussi la dynamique d'ensemble de la réforme et la mobilisation du personnel autour de quelques grands objectifs. Or, aujourd'hui la physionomie de nombreuses pratiques budgétaires ne

correspond plus à l'architecture d'ensemble de la loi organique. Ce hiatus ne peut pas durer trop longtemps.

Vous relevez également des insuffisances concernant la gestion des crédits de rémunération par les ministères. En quoi le transfert de cette gestion à chaque département ministériel apporterait-il une amélioration ?

Très schématiquement, les crédits de personnels (salaires, indemnités, cotisations et prestations sociales) ne sont pas véritablement gérés, ni comptabilisés par les ministères techniques comme le sont les autres crédits de fonctionnement. Les ministères gèrent par contre les emplois (recrutement, carrière des agents, affectations, ...). La gestion et le pilotage des crédits des ministères sont en réalité largement le fait du ministère des finances. Le résultat concret est que les ministères techniques connaissent mal le coût de leur personnel et plus globalement de leur masse salariale, laquelle représente souvent plus de 80 % de leur budget. C'est un fait : pour bien connaître une dépense, il faut en gérer les crédits et en tenir la comptabilité.

Mais, grosso modo, vous semblez satisfait des réformes introduites au Maroc et cela apparaît dans votre évaluation du risque global que vous situez à un niveau faible ?

Oui, le rapport dresse un constat favorable du système de finances publiques marocain. Le risque global demeure faible malgré le nombre et la sensibilité des réformes menées ces dernières années, notamment la réforme courageuse du contrôle de la dépense. Qualifier le risque de faible ne veut pas dire pour autant que le système soit parfait. Cela signifie que les risques qu'il recèle sont identifiés, analysés, prévisibles, mesurés et que les éventuelles défaillances pourront être mises à jour, soit au stade initial par les procédures de contrôle a priori, soit, à défaut, aux stades ultérieurs par les instances d'audit interne et externe, et que leur traçabilité sera assurée et les éventuelles procédures de sanctions instruites.

Finances publiques : Les Cours des comptes pointées du doigt

- Un rapport de la Banque mondiale publié aujourd'hui
- Les réformes concentrées autour d'un système de gestion intégrée
- Remplacer le contrôle par l'audit

INTÉGRATION. Tel est le mot d'ordre de l'étude d'évaluation de la gestion des systèmes de finances publiques (CFAA) réalisée par le bureau de la Banque mondiale à Rabat. Ce nouveau rapport, publié aujourd'hui, maintient le risque global du Maroc au niveau faible, en dépit des réformes menées depuis la dernière évaluation en 2003. Maintenir cette stabilité dépend du raccourcissement des délais de publication des comptes publics et de l'amélioration du dispositif de contrôle.

Les efforts d'intégration des finances publiques sont concentrés dans le projet de «gestion intégrée des dépenses publiques» (GID). Il s'agit d'un programme intégré pour le pilotage des dépenses publiques tous secteurs confondus. Un système «voué à devenir un socle et un outil de premier rang pour les réformes», indique le rapport de l'institution internationale.

La GID a dépassé l'étape de conception initiale marquée par «quelques difficultés». Il est désormais pris en charge par une équipe dédiée qui travaille selon les normes internationales de ce domaine. Cette année, elle aura la lourde tâche de choisir une architecture informatique et une solution logicielle pour le projet. Une phase très sensible qui requiert des décisions stratégiques.

Pour passer ce cap, la Banque mondiale prescrit trois recommandations: d'abord, la solution choisie doit correspondre aux spécificités des finances publiques marocaines. Il s'agit ensuite de renforcer les équipes dédiées aux projets qui demeurent restreintes. Enfin, la GID ne peut réussir sans soutien des autorités publiques. A noter qu'une étude est actuellement en cours pour éclairer le choix des infrastructures informatiques. Encore faut-il qu'elle aboutisse à temps.

La mise en service de la GID est d'autant plus sollicitée pour abandonner l'actuel système bureaucratique de «contrôle a priori». L'idée étant de le remplacer par un dispositif d'audit interne plus efficace. L'administration publique a déjà initié ce passage à travers la certification des ordonnateurs de dépenses à plusieurs niveaux de responsabilité, la mise en place du contrôle modulable et le renforcement des cellules d'audit interne.

Mais la Banque mondiale demande plus de simplification du contrôle a priori pour faciliter sa suppression à terme. L'institution exige également une meilleure formation des ordonnateurs

et plus de transparence dans leur certification. D'autant plus que le délai d'ordonnement des dépenses publiques demeure très long.

La réforme du contrôle prend une autre forme au niveau des établissements et entreprises publiques. Il s'agit de remplacer le contrôle a priori par un autre a posteriori avec comme base les performances de la structure en question. Cette méthode ne s'étend pas encore à un nombre significatif d'entreprises étatiques. Et même quand elle est appliquée, les entités de gouvernance sont encore insuffisantes aux yeux de la Banque mondiale.

Bien qu'il soit encore au stade de prédéploiement, la GID a permis des avancées importantes dans la modernisation la comptabilité publique. Ces efforts demeurent bloqués par le retard de publication du nouveau plan comptable dédié à ces dépenses. Après une série de reports, la Banque mondiale exhorte les autorités de tutelle à respecter le plan de mise en oeuvre de ce code qui s'étend sur deux ans.

Les nouveaux styles d'audit s'installent tant bien que mal dans les structures des finances publiques. Au niveau de la direction d'audit de la TGR, la Banque mondiale a constaté un progrès sensible depuis sa dernière étude en 2003. Des améliorations qui devraient se poursuivre. Mais il faudrait les soutenir par une meilleure coordination avec les administrations des impôts et des douanes.

Le constat vaut aussi pour l'Inspection générale des finances. Cette structure devrait néanmoins renforcer ses liaisons avec les inspections ministérielles des dépenses pour harmoniser les méthodes d'audit public. Il est même question de concevoir des procédures unifiées pour l'ensemble de ces structures.

Le constat est moins satisfaisant au niveau de la Cour des comptes. En dépit d'efforts fournis pour atteindre les normes internationales, la Cour doit d'abord enrichir son rapport annuel par des éléments plus «profonds» de ses travaux. Il est aussi question de remonter plus d'information à partir des cours régionales. Mais il faut surtout réduire les délais de publication du rapport annuel, qui ne respecte même pas le timing fixé par la loi organique des finances. Il est encore très loin des standards de la Banque mondiale.

Nouaim SQALLI

La Banque Mondiale classe le Maroc parmi les pays à "risque faible"

La gestion du système des finances publiques du Maroc a été évaluée positivement par la Banque Mondiale, qui a classé le Royaume parmi les pays à "risque faible" dans son dernier rapport "Country Financial Accountability Assessment" (CFAA).

Présenté lundi à Rabat, ce rapport fait une évaluation du risque lié à l'ensemble des méthodes, procédures et outils de gestion des finances publiques. Le Maroc a été, ainsi, classé sur une échelle de quatre niveaux de risque : faible, moyen, important et élevé.

Cette évaluation de la gestion du système de finances publiques marocain, qui fait suite à un précédent rapport CFAA réalisé en 2003, a été engagée à la demande des autorités marocaines dans le but de disposer d'un diagnostic d'étape sur l'ensemble des réformes lancées ces dernières années, et qui n'ont pas été couvertes par le CFAA de 2003, car elles sont intervenues, pour l'essentiel, ultérieurement à cette date.

Les réformes conduites ces trois dernières années au Maroc n'ont pas engendré une hausse du risque en dépit de leur nombre, de leur étendue et de leur sensibilité, estiment les rédacteurs de ce document, qui retrace l'historique de ces réformes et établit un diagnostic sur leur fondement, leur enjeu, leur mise en application et leurs perspectives d'évolution.

Ces réformes touchent en particulier la préparation et la gestion budgétaire, la déconcentration des crédits, le contrôle a priori et a posteriori, l'Informatisation intégrée de la dépense (GID), l'exécution et le contrôle de la dépense, la comptabilité publique et le contrôle du secteur public.

De même, les réflexions sur une éventuelle réforme de la loi organique des lois de finances progressent à mesure que les réformes mises en place, jusque-là, à titre expérimental, se complexifient et se consolident, ajoute la même source.

Tout en saluant ces réformes "importantes et novatrices" et en maintenant l'évaluation du risque global du Maroc à un niveau faible, le rapport pointe toutefois certaines insuffisances dans le système des finances publiques du Maroc. La Banque mondiale estime, dans ce cadre, que les autorités marocaines doivent focaliser leurs efforts sur la réduction des délais de restitution des comptes et la promotion active de la fonction de contrôle, qui constituent désormais deux piliers incontournables de toute évaluation du risque dans les analyses comparatives à l'échelle internationale.

MAP



Finances : Le Maroc classé à faible risque

La Banque mondiale classe le Maroc dans la catégorie des pays à faible risque fiduciaire. Dans un rapport présenté hier lors d'une conférence de presse, la BM ausculte la gestion des finances publiques et apporte ses critiques aux réformes engagées.

Le Maroc fait figure de bon élève pour la gestion des finances publiques. Dans sa dernière étude qui évalue le «risque fiduciaire» lié à l'ensemble des méthodes, procédures et outils en vigueur dans les pratiques des finances publiques, la Banque mondiale l'a classé dans la catégorie «faible» sur une échelle de 4 niveaux de risques (faible, moyen, important et élevé).

Selon le rapport de la Banque mondiale, «Etude d'évaluation de la gestion des systèmes des finances publiques au Maroc», qui a été présenté hier, lundi 23 avril à Rabat, les réformes conduites dans ce domaine pendant les trois dernières années n'ont pas engendré d'accroissement des risques. Et ce, «en dépit de leur nombre, leur étendue et leur sensibilité», note cette étude située en plus de 160 pages. Il n'en reste pas moins tempère le rapport de la BM, que les autorités marocaines doivent réduire les délais de restitution des comptes et promouvoir activement la fonction de contrôles.

Ces deux aspects de la gestion des finances publiques constituent, en effet, «deux piliers incontournables de toute évaluation du risque dans les analyses comparatives à l'échelle internationale et de la perception du risque de corruption à un niveau plus général», explique le rapport. Les experts de la BM qui ont réalisé cette étude consacrent une grande partie de leur analyse au système de gestion intégré de la dépense publique, (GID).

Le système GID, lancé en 2005 et dont l'installation effective est prévue en 2009 et s'étalera sur trois années, est «voué à devenir un socle et un outil de premier rang pour les réformes», soulignent les auteurs de l'étude. Il permettra d'assurer la fiabilité de l'ensemble du système budgétaire et comptable et de fournir les outils de gestion moderne au service de l'ordonnateur et de la chaîne du contrôle. Avant la mise en place de ce nouveau système, cohabitaient trois réseaux de traitement informatique différents. Les différents intervenants, l'ordonnateur, le comptable et le contrôleur opèrent chacun sur son propre réseau ce qui engendre beaucoup de difficultés qui seront aplanies par le système GID. Outre cet aspect technique, l'étude s'est également penchée sur les réformes juridiques, institutionnelles et la gestion des ressources humaines liées aux finances publiques. Ainsi, il est question de gestion «a posteriori» et son corollaire de mise en place d'institution de contrôle et d'audit.

La BM note à cet effet que la réforme ayant abouti à une migration du contrôle «a priori» avec sa tendance bureaucratique vers celui «a posteriori» qui implique une responsabilisation des ordonnateurs est «complexe, mais ses conditions préalables ont été correctement évaluées».

Par ailleurs, notent les auteurs de l'étude, la réforme de contrôle des entreprises et établissements publics (EEP), engagée depuis 2003, «rejoint elle aussi les normes et standards internationaux». Ces entreprises ont opté pour un contrôle «a posteriori» plus axés sur la performance économique. Toutefois, il ne s'agit que des sociétés dans lesquelles l'Etat détient des participations directes, c'est-à-dire huit EEP sur 260, mais qui représentent néanmoins 40% de la valeur ajoutée du secteur.

En outre, la BM voit d'un bon œil le processus de déconcentration, voire la décentralisation des pratiques des finances publiques. Ainsi le rapport atteste de la «modernisation et du renforcement de la Cour des comptes et de la mise en place des Cours régionales des comptes. Le réseau de ces dernières a connu un «développement très important», note le rapport. Ses auteurs préconisent de poursuivre dans cette voie en privilégiant toutefois la pédagogie à la sanction des hommes dans leur approche. Il y va de leur acceptation et crédibilité auprès des entités locales soumises à leur contrôle, conclut le rapport.

La Banque mondiale classe le Maroc parmi les pays à risque faible

La Banque mondiale a classé le Maroc parmi les pays à "risque faible" sur les finances publiques, dans son dernier rapport "Country Financial Accountability Assessment" (CFAA), a rapporté mardi l'agence MAP.

Le rapport de la Banque mondiale fait une évaluation du risque lié à l'ensemble des méthodes, procédures et outils de gestion des finances publiques. Le Maroc a été ainsi classé sur une échelle de quatre niveaux de risque: faible, moyen, important et élevé.

Les réformes conduites ces trois dernières années au Maroc n'ont pas engendré une hausse du risque en dépit de leur nombre, de leur étendue et de leur sensibilité, estiment les rédacteurs de ce document, qui retrace l'historique de ces réformes et établit un diagnostic sur leur fondement, leur enjeu, leur mise en application et leurs perspectives d'évolution.

Tout en saluant ces réformes "importantes et novatrices" et en maintenant l'évaluation du risque global du Maroc à un niveau faible, le rapport pointe toutefois certaines insuffisances dans le système des finances publiques du Maroc.

La Banque mondiale estime, dans ce cadre, que les autorités marocaines doivent focaliser leurs efforts sur la réduction des délais de restitution des comptes et la promotion active de la fonction de contrôle, qui constituent désormais deux piliers incontournables de toute évaluation du risque dans les analyses comparatives à l'échelle internationale.

XINHUA

La Banque mondiale évalue les Finances publiques : Le risque du système est faible

Les résultats de l'étude d'évaluation de la gestion des systèmes des Finances publiques ont été rendus publics hier en présence du ministre des Finances et de la Privatisation. Effectuée par la Banque mondiale à la demande du ministère, cette étude vise à évaluer les méthodes, les procédures et la gestion des finances publiques.

«Nous avons souhaité avoir un point de vue indépendant sur les progrès accomplis dans la modernisation de nos finances publiques», a souligné à cette occasion M. Oualalou, rappelant au passage «que cette étude ne traite pas de la politique des Finances publiques».

Pour M. Pierre Messali, chargé du projet à la Banque mondiale, l'objectif est double : primo, évaluer le risque budgétaire et comptable pour déterminer s'il y a pratiques frauduleuses et si les budgets sont utilisés à mauvais escient et secundo, évaluer l'efficacité du système, en terme d'efficacité économique.

La principale conclusion de ce rapport est que le risque du système est globalement faible, notation inchangée depuis le dernier rapport réalisé en 2003. Pour M. Messali, «peu de pays bénéficient de ce niveau de risque».

A première vue, la multiplicité des réformes engagées dont la réforme de la dépense publique, la révision de la réglementation sur les marchés publics, la réforme du système de contrôle interne, etc., peuvent prêter à confusion. Il n'en est rien, précise le chargé du projet. «Les réformes sont convergentes et complémentaires. La multiplicité des réformes a préservé la logique et qui plus est, sont menées en conformité avec les bonnes pratiques internationales», a-t-il indiqué. Cela dit, «si le risque continue d'être faible, cela ne veut pas dire que le système est parfait». Il y a des imperfections que le Maroc se doit de corriger, notamment au niveau «de la déconcentration, retard dans les délais de paiement et production tardive des états financiers», souligne le présent rapport. Des zones de risque existent dont la résorption est à portée de l'administration marocaine notamment dans le cadre des réformes en cours. «Les résultats de cette étude nous confortent dans ce que nous faisons et vont dans le sens de ce que nous souhaitons, à savoir, plus de transparence, plus d'efficacité et plus de rapidité», a commenté de son côté Oualalou.

Évaluant une à une les réformes engagées par le Maroc en matière de gestion des Finances publiques, Messali a indiqué que le projet GID constitue un élément stratégique et un socle pour l'ensemble de ces réformes. Eu égard à la complexité du système de gestion budgétaire marocain, la réforme du contrôle est considérée comme «une réforme courageuse» par le rapport qui salue d'ailleurs cette initiative novatrice de la réforme du contrôle a priori et

recommande d'aller plus loin dans l'allègement du contrôle avec comme perspective une plus grande simplification voire une suppression à terme.

Mais les chantiers qui nécessitent des efforts particuliers sont indéniablement ceux du délai de paiement des marchés et de la révision des comptes qui restent trop long par rapport au délai fixé par la loi organique. Ces deux problèmes incitent la Banque mondiale à évoquer la question de la révision de la loi organique des lois de finances. «Nous pensons qu'il est temps de s'engager dans la réforme de la loi organique qui va non seulement apporter une sécurité juridique aux opérations des Finances publiques, mais d'insuffler également un nouveau souffle à la réforme des Finances publiques», a expliqué dans ce cadre Messali. Une réforme que le Maroc compte engager prochainement, comme l'a affirmé de son côté le ministre. «Nous y arrivons progressivement», a-t-il conclu.

Amina SALHI



Pour une gestion publique plus responsable et plus transparente

«Les réformes budgétaires et financières engagées par le Maroc sont de nature à favoriser une gestion publique plus responsable, plus transparente et plus performante pour servir l'ambition démocratique d'améliorer les conditions du choix et des décisions publiques», a indiqué le ministre des Finances et de la Privatisation, Fathallah Oualalou. Intervenant, lundi à Rabat, lors de la présentation de "L'Etude d'évaluation de la gestion des systèmes des finances publiques" qui a évalué positivement le Maroc en le classant parmi les pays à "risque faible", le ministre a estimé que «les réformes budgétaires et financières engagées par le Royaume sont ambitieuses" et "constituent un défi pour l'ensemble des décideurs publics».

LE MATIN

Etude de la Banque mondiale : Le Maroc est à faible risque fiduciaire

Des efforts restent encore à déployer pour la restitution des comptes et le contrôle

Le Maroc a été classé comme pays à faible risque fiduciaire lié aux méthodes, procédures et outils de la gestion du système des finances publiques. C'est ce que ressort de l'étude, initiée en 2006 par la Banque mondiale, rendue publique lors d'une conférence de presse organisée lundi 23 avril à Rabat.

Ce rapport, qui traite de l'évaluation du système des finances publiques à travers l'étude des méthodes, procédures et outils de gestion utilisés, montre que les réformes entamées en 2003 n'ont pas augmenté les risques fiduciaires. La même étude souligne que le Maroc doit fournir plus d'efforts en matière de restitution des comptes et la promotion de la fonction des contrôles.

Outre ces deux aspects, ce rapport, appelé dans la terminologie de la Banque mondiale "Country Financial Accountability Assessment", aborde également les réformes juridiques et institutionnelles et la gestion des ressources humaines liées aux finances publiques et met l'accent sur le renforcement du contrôle à posteriori et son orientation vers une logique d'audit et d'évaluation de la performance.

Par ailleurs, les experts de la Banque mondiale se félicitent du processus de déconcentration des pratiques de finances publiques qui se manifeste par la mise en place des Cours régionales des comptes dont le développement est aujourd'hui important. "La création de ces cours a participé à la modernisation et au renforcement de la Cour des comptes", souligne le rapport.

En effet, le Maroc a entamé une série de réformes dans le cadre de la gestion des finances publiques. Des réformes caractérisées par l'élargissement des responsabilités financières confiées aux gestionnaires. "Ces réformes visent le renforcement de la transparence dans le secteur public, la communication et l'accès du public à l'information budgétaire et financière", a déclaré Fathallah Oualalou, ministre des Finances et de la Privatisation.

En effet, en ce qui concerne la gestion budgétaire par exemple, des chantiers phares ont été lancés. Il s'agit de la mise en place d'une gestion intégrée de la dépense, la révision de la réglementation sur les marchés publics et la refonte du système de contrôle interne. "Ces chantiers visent à consolider la réforme du contrôle interne, mais notre but est de consolider également le contrôle externe exercé par la Cour des comptes à travers notamment la mise en place des Cours régionales des comptes", affirme le ministre.

A noter que cette nouvelle approche budgétaire repose sur quatre composantes. Il s'agit de la globalisation des crédits, la contractualisation des relations entre l'administration centrale et

les services déconcentrés, le partenariat entre l'Etat et les acteurs locaux, et enfin la préparation d'un cadre de dépenses à moyen terme.

Il faut souligner également que cette mutation du système de gestion budgétaire s'est accompagnée d'une importante réforme de la réglementation sur les marchés publics. Dans ce sens, un portail des marchés publics a été mis en place pour mettre à la disposition des entreprises intéressées toutes les informations relatives au cycle de gestion des marchés publics depuis leur programmation jusqu'au paiement.

"Grâce à cette mesure, les entreprises sont informées des achats publics prévisionnels pour s'y préparer efficacement, ce qui permettra de renforcer l'efficacité économique et financière des dépenses de l'Etat", explique Fathallah Oualalou.

La réforme du contrôle a permis, quant à elle, aux Inspections générales des ministères de jouer un rôle d'impulsion. En effet, l'intervention de ces derniers donne aux gestionnaires une appréciation du fonctionnement de leurs services et une vision globale des voies et moyens de modernisation de leur gestion.

Selon Fathallah Oualalou, ces réformes sont de nature à favoriser une gestion publique plus responsable et plus performante et surtout plus transparente pour servir l'ambition démocratique d'améliorer les conditions des choix et des décisions publics.

Reconnaissance

"Il est important de rappeler que les progrès notables réalisés par le Maroc sur le plan économique, politique et social lui ont valu récemment l'attribution par l'agence de notation Fitch Ratings de "Investment grade" "déclare le ministre.

En effet, dans son rapport, cette agence souligne qu'en dépit d'une dette publique relativement élevée par rapport aux pays de la même catégorie, des efforts substantiels pour réduire le déficit budgétaire ont été déployés.

Ce qui a permis à la structure de l'économie d'entrer dans une phase de transition avec la réalisation d'investissements significatifs. Des investissements qui ont concerné le tourisme, devenu la principale source de devises, l'offshoring, la sous-traitance et autres secteurs.

Yousra Amrani

تقرير للبنك العالمي ينتقد بطء ومركزة تدبير المالية العامة بالمغرب

وضعية مؤسسات الدولة التي يراقب ماليتها. كما لاحظت الوثيقة، الواقعة في 131 صفحة، أن هناك ضعف كمي في الموارد البشرية المخصصة لتدبير ومراقبة المالية العمومية، وأن المغرب لا ينجح تقارير تقييمية لمعرفة مدى نجاعة الأنظمة المالية، والوقوف على نقاط الاختلالات في مراقبة تدبير الميزانية. بالإضافة إلى التأخر في تصفية الميزانيات السابقة، وهو أجل يصل إلى سنتين، في حين أن المعايير الدولية تقضي بأن يتم في ظرف 6 أشهر أو ستة واحدة. وخلص البنك العالمي في تقريره إلى اقتراح 16 توصيات وصفاها بالعملية، تجيب كلها على عموم الانتقادات التي وجهها لأنظمة تدبير مالية الدولة.

محمد بنكاسم

والنتيجة إلى التقط السلبية. إذ قال إن مسلسل إصلاح النظام العام لتدبير ميزانية الدولة يمر من الطريق الصحيح وبشكل متدرج. إلا أنه ما زال تقنياً وبيئياً وبيروقراطياً، ومن تبعاتها أن رتبة المغرب في سلم الرشوة ما زالت متدنية، نظراً لكون مؤشر لجال تسديد نفقات الدولة ما زال سلبياً، لأن الأجل المعمول بها طويلاً وتتيح الفرصة للتلاعبات، وهو مؤشر يستند عليها في ترتيب الدول.

وبوصف المجلس الأعلى للحسابات والمجالس الجهوية التابعة له أجهزة مراقبة خارجية للمالية العمومية، فقد خصص لها التقرير حيزاً بأكبر لسة والتحليل، إذ عاب على التقرير السنوي للمجلس الأعلى كونه مجرد جرد لأنشطته وليس فيه تفصيل ووقوف على

العمومية، إلا أن يطرح تحدي تكوين الأخرين بالصرف ومساعدتهم للقيام بالمهام الملقاة عليهم، ويطلب ذلك حسب المؤسسة المالية الدولية إنجاز مخطط مشترك بين الوزارات لتكون هؤلاء.

واعتبر البنك العالمي أن إقدام وزارة المالية على إلغاء المراقبة القبلية للنفقات مقابل تقوية المراقبة البعيدة، قرار شجاع لأن الموضوع حساس، ولأن الإلغاء سيخفف من ثقل المراقبة، ويحمل المسؤولية القانونية أكثر للأمرين بالصرف، إلا أن التقرير يبنه بالمقابل إلى أهمية الاحتفاظ بهذه المراقبة فيما يخص الصفقات العمومية، لما يشوبها من ممارسات إرشاء وارتشاء.

وتراوحت ملاحظات التقرير بين الإشادة

الإدارات العمومية لميزانياتها إلا بعد شهرين أو ثلاثة من بداية السنة، ولتجاوز هذا الوضع اقترح البنك العالمي أن يكون التدبير اللامركز، أي الجهوي والمحلي، هو الأساس والاستثناء هو التدبير المركزي، إلا أن مسؤولاً بوزارة المالية حضر الندوة رد بالقول إن تمة مهاماً مالية لا يمكن تفويضها للمصالح الجهوية والمحلية للإدارات العمومية، وستبقى رغم الإصلاح في يد الإدارة المركزية كتمديد كتلة الأجور، والمخصصات المالية لمعاشات التقاعد والضمان الاجتماعي وغيرها، وأن المهام الممكن عدم تركيزها تخص نفقات الاستثمار والتجهيز.

بيد أن التقرير يركز على ضرورة مباشرة ورش عدم تركيز تدبير ميزانية الدولة، لأن له انعكاساً إيجابياً على أجال وشفافية المالية

انتقد تقرير للبنك العالمي نشر أول أمس الاثنين، خلال يوم دراسي بالرباط، اختلالات تشوب نظام تدبير مالية الدولة بالمغرب، وركز التقرير، الذي أنجز بطلب من السلطات المغربية، على طرق وأليات اشتغال الأجهزة المركزية، سيما وزارة المالية، في تحضير وتنفيذ ومراقبة وتدقيق المالية العمومية، وذلك على 5 مستويات هي تحضير قانون المالية، والنظام المعلوماتي للنفقات، وإصلاح المراقبة القبلية والبعدية لهذه الأخيرة، والحاسبة العمومية.

وجاء في التقرير أنه بالرغم من أن التقييم العام للمخاطر التي تتهدد الأنظمة المالية العمومية ضعيف على العموم، فإن ثمة ثغرات ونقاط ضعف عديدة، منها تركيز تدبير اعتمادات الميزانية، وهو ما يفسر عدم تسلم

البنك العالمي ينتقد المغرب

نقائص وعيوب في أجهزة المراقبة

الرباط : عبدالفتاح الصادقي

والفعالية في تدبير المالية العمومية ، ومضاعفة الجهود خصوصا بالنسبة لأجال تقديم الحسابات وتعزيز دور المراقبة الداخلية والبعيدة ، في اتجاه الحد من ظاهرة الفساد وأساسا الرشوة .

وفي هذا الإطار يشير التقرير إلى أن المغرب استطاع منذ سنة 2003 تحسين تقديم الوثائق المتعلقة بالميزانية ، وهو ما وسع هامش الشفافية ، وقد تحسنت هذه الوثائق مستوى الشكل والمضمون ، وأصبحت المعلومة المتعلقة بمختلف مكونات ميزانيات القطاعات الوزارية مجمعة في نفس الوثيقة ، وتقلص عدد الحسابات الخصوصية للخزينة ، وعدد المصالح المسيرة بشكل مستقل ، وحذف الميزانيات الملحقة نهائيا ، إضافة إلى خطوة مهمة في نظر أصحاب التقرير ، التي تهم إصلاح المراقبة ، وأساسا عملية دمج جهاز مراقبة الالتزام بقرارات الدولة والخزينة العامة للمملكة ، بهدف القيام بمراقبة تبعا لأهمية النفقة والأخطار المرتبطة بها ، حيث يسمح ذلك بتسهيل مسلسل تنفيذ النفقات العمومية ، وفي نفس الوقت تحسين الساهرين على التدبير بالمسؤولية ، دون إغفال دور المفتشية العامة للمالية التي يجب أن تقوم بتدقيقات حول نجاعة الأمرين بالصرف . إلا أن هذه العملية اعتبرت مصادرا من وزارة المالية ، متسرة وفاقدة لتصور شامل حول إصلاح أنظمة المراقبة في المغرب ، وتم تنفيذها في غياب الاستعداد الكامل من قبل مختلف القطاعات ، وباعتبارها أيضا متعارضة مع بعض مقتضيات القانونية ، ويبدو أن نجاح الإصلاح المتعلق بأنظمة المالية العمومية يقتضي أيضا إصلاح القانون التنظيمي للمالية .

■ وجه البنك العالمي مرة أخرى انتقادات مبطنة للمغرب بخصوص أداء أجهزة المراقبة ، وجاءت هذه الانتقادات في آخر تقرير أنجزه مكتب البنك المذكور بالرباط حول تدبير أنظمة المالية العمومية ، على خلفية الحصيلة المتواضعة للإصلاح الذي شرع فيه منذ حوالي سنتين ، والمرتكز أساسا على ما أسمته السلطات المختصة بمشروع ، التدبير المندمج للنفقات العمومية ، ، حيث يعتبر أحد أهدافه إلغاء المراقبة القبلية أو على الأقل الحد من تأثيراتها السلبية المتجسدة في البطء والتعقيد حسب مصالح وزارة المالية .

وقد بدأ البنك العالمي منذ مدة يتعامل مع المغرب «تلميذه النجيب» بلغة تختلف بعض الشيء عن تلك التي يتعامل بها مع الدول المتقدمة ، باعتباره يجتهد في تنفيذ الأوامر ، ولذلك يشجع بلادنا على المضي قدما في الإصلاحات ، ولكنه لا يتردد في توجيه الانتقادات اللاذعة إليها ، حول ما يراه استمرارا لمظاهر الاختلال .

لقد اعتبر تقرير هذه المؤسسة المالية الدولية أن التقييم الشامل لنظام المالية العمومية في المغرب يحتل مرتبة ، خطر ضعيف ، ضمن المستويات الأربعة التي تم اعتمادها في التقييم والتي تشمل ، خطر مرتفع وخطرمهم وخطر متوسط وخطر ضعيف ، إلا أن هذا التصنيف الذي استفاد منه المغرب لا يعني أن كل شيء تحقق ، وأن النظام المعمول به في وضعية مريحة ، فالمسؤولون في البنك العالمي يطالبون السلطات المغربية المختصة بالمزيد من التدابير التي بإمكانها ضمان النجاعة

■ ■ ■ النفقة : ص 9

تابعص 1

ويتحدث تقرير البنك العالمي عن عدد من النقائص لعيوب التي مازالت تعانيها المالية العمومية ، ها على وجه الخصوص عدم الانتظام في تقديم حسابات المتعلقة بقوانين التصفية ، فإذا كان نروع التدبير المندمج للنفقات العمومية ، سمح تحقيق بعض التحسين على مستوى تحديث حاسبة العمومية ، فإن الجهود تواجهها عقبة حلق بالتأخير في تقديم قوانين التصفية ، حيث لا م احترام الأجل الرسمي المحدد في سنتين باعتبار قانون التصفية المتعلق بسنة 2001 قدم سنة 2006 ، حوالي 5 سنوات من التأخير . وهناك العيب تعلق بالتأشير على النفقات . ويشير التقرير أيضا بعض النقائص التي تهم مصالحي التدقيق لخزينة العامة للمملكة ، وكذا المفتشية العامة سالية المطالبة بتقوية علاقاتها مع مفتشيات نطاعات الوزارة من أجل ملاءمة مناهج التدقيق مسمومي . ولم يغفل التقرير المجلس الأعلى حسابات الذي رغم الجهود الكبير الذي بذل من بل النهوض به ، فإن المعلومات المضمنة في تقريره سنوي تبقى دون المستوى المطلوب ، وهو الأمر ذي بتطبيق على المجالس الجهوية للحسابات . وكأنت بعض الأطراف داخل وزارة المالية الخصوصة شكت في جدوى ما يسمى مشروع تدبير المندمج للنفقات العمومية ، خصوصا ما يتعلق بعملية إدماج جهاز مراقبة الالتزام نفقات الدولة مع الخزينة العامة للمملكة ، معتبرة هذا التوجه يغلب عليه المنظور البيروقراطي صرف في معالجة القضايا ذات الطابع الحساس ، موضوع أليات تدبير المالية العمومية ، مشيرة إلى هذه العملية اتخذت فيها قرارات مخالفة قوانين الجاري بها العمل ومتعارضة مع مقتضيات دستور . حيث لجأ بعض الذين يمثلون اللوبي إداري النافذ ، إلى الحديث عن إلغاء أجهزة ينظمها قانون ، بمبررات براقية تستر خلف شعرات فعالية والنجاعة والسرعة وتخفيض الكلفة ... وتوضح هذه الأطراف أن هذا التوجه يتخذ عادة قانونية ومؤسسية وتنظيمية ، حيث تتخذ مخالفة القانون طابعا هرميا واضحا يبدأ الدستور ويمر بالقانون وينتهي عند المرسوم . هكذا ذهب البعض إلى منازعة الوزير الأول في سلطته واختصاصاته الدستورية ، فإذا كان الفصل لحادي والستون من الدستور ينص على أن حكومة تعمل على تنفيذ القوانين تحت إمرة الوزير لأول والإدارة موضوعة رهن تصرفها ، فإن هناك من سمل على تعطيل هذا المقتضى ، حيث تم دمج مراقبة الالتزام بنفقات الدولة في الخزينة العامة ، ي أفق إلغائها نهائيا ، علما بأن العديد من لقرارات الحكومية تركز على المعطيات والمعلومات لتي يقدمها هذا الجهاز ، مثل برنامج المغادرة لطوعية ورصد المناصب المالية الشاغرة من أجل لتوظيف وبرنامج محاربة الجفاف ، والحرص على

احترام الشرعية ، وقد تم في المدة الأخيرة اتخاذ قرار جري يتعلق برفض جهاز المراقبة التأشير على ملفات بعض الموظفين الذين صدرت في حقهم عقوبات حسية من أجل تهمة الأرشاء وخيانة الأمانة وتبذير المال العام ، في حين أن بعض الأطراف الإدارية النافذة حاولت الدفاع عنهم للعودة إلى الوظيفة العمومية من جديد .

وإذا كانت المسؤولية المتعلقة بالمالية العمومية تخضع لمسطر ومقتضيات ينظمها القانون 99 ، 61 المحدد لمسؤولية المتصرفين والمراقبين والمحاسبين العموميين ، خصوصا المواد 3 و 4 و 5 و 6 ، فإن التوجه المشار إليه أعلاه يتحدث بقوة عن تمكين الأمرين بالصرف وحدهم من هذه المسؤولية دون إخضاعهم للرقابة القبلية ، ويتجاهل هؤلاء عن قصد أن الأمر لا يتعلق بأجتهاد إداري ، وإنما بضوابط وقوانين يجب أن يحترمها الجميع .

وتنص المادة 32 من القانون التنظيمي للمالية على أن الوزير المكلف بالمالية يتولى تحضير مشاريع قوانين المالية تحت سلطة الوزير الأول ، ولكن اللوبي الإداري حاول تجريد هذا الأخير من هذه السلطة عندما دعا إلى إقبار مراقبة الالتزام بنفقات الدولة التي تشكل في الواقع إحدى الآليات التي تدعم تطبيق المادة 32 المذكورة ، حيث إن الوزير الأول هو الذي يعين المراقبين المكلفين بمراقبة الالتزام بنفقات الدولة ، وهو ما يوفر له المعلومة المالية الضرورية لممارسة مهامه في تدبير الشأن العام الحكومي .

أما بخصوص الجانب المتعلق بالهيكلة الإدارية للمؤسسات التابعة للدولة ، فننظمها مراسيم تدخل ضمن اختصاص السلطة التنظيمية ، وفي حالة وزارة المالية ، هناك مرسوم يحدد المهام والهيكلة الكاملة للوزارة بمختلف مديرياتها ، ولا يجوز التطاول على هذا الاختصاص تحت أية ذريعة كانت من أي جهة كيف ما كان موقعها ، لأن ذلك يعتبر تطاولا على الدستور ، خصوصا ما يتعلق بمقتضيات الفصلين (61 و 81) . مع الإشارة إلى أن وزارة المالية عرفت خلال السنوات الأخيرة تضخما كبيرا على مستوى إحدات أنواع من المسؤوليات خارج المشروعية القانونية ، كالمديرين ونوابهم ورؤساء الأقسام ورؤساء المصالح بهدف النفخ في المكافآت المالية التي تمنح سنويا لهؤلاء المسؤولين في الإدارة المركزية ، بل إن بعض المديرين الذين يتمتعون بالحظوة والنفوذ أصبحوا أكبر من الوزارة نفسها !

وتوضح المصادر المذكورة أن بعض المسؤولين المغاربة يريدون نقل التجربة الفرنسية حرفيا ، ولكن دور احترام المراحل التي مرت بها من خلال الإصلاح الجذري الذي حصل في ما يخص الهيكلة والكلفة وتقديم النتائج ، حيث استثمرت فرنسا في الدراسة والتمحيص لمدة 19 سنة قبل أن يعهد البرلمان الفرنسي إلى دراسة النفقة العمومية التي مهدت لإصلاح الدستور المالي الفرنسي سنة 2001 ، مع التخصيص على أن مباشرة التطبيق ستتم ابتداء من سنة 2005 ، وهكذا نلاحظ أن هؤلاء المسؤولين يحاولون الحصول على التسهيلات المالية قبل الإصلاح الإداري من خلال ما يسمى شمولية الاعتماد (ميزة التصديق وطلب الترخيص بالالتزام) وكلها تسهيلات منححت للإدارة المغربية دون مطالبتها بالإصلاح الضروري .



البنك الدولي يشيد بالإصلاح الذي هم تدبير أنظمة المالية العمومية

عبد القادر الحيمر

شكل التقرير الذي أنجزه البنك الدولي حول تقييم تدبير أنظمة المالية العمومية، بطلب من المغرب ويتعاون مع وزارة المالية والخصوصية، اعترافاً دولياً جديداً بالجهود التي بذلت في السنوات الأخيرة في مجال تدبير الشأن العام، وبنوعية الإصلاح الهيكلي الذي قادته وزارة المالية والخصوصية منذ عدة سنوات. الاعتراف ترد عدة مرات في اللقاء الذي نظمه البنك الدولي مساء أول أمس بالرباط بحضور وزير المالية والخصوصية، حيث أكد الخبير بيير ميسالي أن كثرة الإصلاحات التي أنجزها المغرب ساعدته على التقدم يوم 30 ماي 2006 بطلب إنجاز دراسة جديدة تكمل الدراسة المنجزة سنة 2003، وقد كان الهدف الأول من الدراسة هو التوفر على رأي محايد لتقييم مستوى المجازفة الذي يمكن أن ينتج عن مجموع المناهج والمساطر والأدوات المستعملة في التدبير، والهدف الثاني هو التوصل إلى تقييم قدرة الأنظمة المالية العمومية على المساهمة الإيجابية في التطور الإيجابي للدولة، فإثناء إنجاز الدراسة لم يعثر فريق

الخبراء على إصلاحات لا تراعي المعايير الدولية كما أن تعدد الإصلاحات وتنوع مجالاتها، بما في ذلك المجالات الحساسة، فرض الاعتراف بأن مستوى المجازفة ضعيف، وهذا أمر جيد لأنه لا يمكن التوصل إلى نظام مثالي خال من كل مجازفة، كما فرض التأكيد على ضرورة مواصلة الإصلاح خاصة أن النظام المغربي مازال تقليداً وبيروقراطياً، أما بخصوص المشروع الرائد الذي هم مجال الإصلاح المعلوماتي، فقوبل بالثقة من طرف البنك الدولي لأنه يؤمن مرونة ونجاعة النظام ويكتسي بذلك طابعاً استراتيجياً. وإذا كان التقييم العام للبنك الدولي يضع المغرب من بين الدول القليلة التي حققت إصلاحات من هذا المستوى، بالرغم من بعض الملاحظات التي تدعو بشكل خاص إلى المزيد من تبسيط المراقبة المقبلة ندع الأختصار الصائب القائم على التدبير المدمج للنفقات العمومية وضمان القدرات التدبيرية للأميرين بالصرف، كما تدعو إلى معالجة إشكالية العرض المتأخر لحسابات المجلس الأعلى للحسابات وتعبير عن أملها في أن يتحقق ذلك خلال سنتي 2006 و2007، وفقاً لمتخضبات القانون التنظيمي، فإن

العرض التقديسي لفتح الله ولعلو ذكر بأنهم الإصلاحات الأخيرة في مجال تدبير المالية العمومية القائمة بشكل خاص على توسيع المسؤوليات المالية المخولة للمتصرفين ليتخذوا من تحقيق النتائج المرجوة المتحكم الأول في أنشطتهم، وسجل بأن الإصلاحات التي تقوم بها الوزارة منذ عدة سنوات ترمي إلى تحسين التدبير والبحث عن النجاعة والتحسين، ولاحظ أن المشاريع الرائدة تشمل تدبير الميزانية مع توجيهها نحو النتيجة كما تشمل إصلاح تدبير النفقات عبر وضع تدبير متكامل للنفقات، ومراجعة تنظيم الأسواق العمومية بالإضافة إلى وضع نظام جديد للمراقبة الداخلية، وكل هذه الإصلاحات تندرج في سياق تقوية الإصلاح الخاص بالمراقبة المسددة التي يمارسها المجلس الأعلى للحسابات على المستويين الوطني والجهوي وبالنسبة لفتح الله ولعلو، فإن الماربة الميزانية الجديدة ترمي إلى تحقيق تدبير أحسن للموارد وتحقيق المزيد من الشفافية ومن الوضوح، وتعطي الامتياز للاختيارات الاستراتيجية في مجال المالية العمومية، وهي تعتمد على الأسس الأربعة المتمثلة في

شمولية القروض - العلاقات التعاقدية بين الإدارة المركزية والمصالح اللامركزية - الشراكة بين الدولة والفاعلين المحليين تم إعداد إطار للنفقات على المدى المتوسط. البحث عن النجاعة دفع ولعلو إلى اعتبار أن مجموع هذه الإصلاحات لا يمكنه أن يقتصر على اعتماد مجرد محاسبة ميزانية عادية، وعلى ضوء ذلك اعتبر أن إصلاح الإطار المحاسبي عبر وضع المحاسبة المالية السنوية، بشكل عاملاً قوياً نحو تحسين التدبير، ولذلك تم وضع تصميم محاسباتي للدولة، وبعد أن صادق عليه المجلس الوطني للمحاسبة، فإن وضعه سيشكل خطوة جد متقدمة نحو التقارب مع المعايير الدولية. وسواء تعلق الأمر بما راج في العروض أو أثناء المناقشة، فإن الموضوعية التي سادت أثناء إعداد التقرير دفعت إلى الإقرار بجدوى نوعية الإصلاحات التي أنجزتها وزارة المالية والخصوصية مع التركيز على ضرورة استمرار هذا الإصلاح، والرفع من وثيرته لأنه ضروري لتحقيق المناخ السياسي والاقتصادي والاجتماعي الذي يصبو الجميع إلى بلوغه.

البنك الدولي يحث السلطات المالية على تقليص آجال تقديم الحسابات

ولعلو: إصلاحات الميزانية تقود إلى تدبير أكثر مسؤولية وشفافية

الرباط: ليلي أنزول

وتحسين جودة مؤشرات النتائج، مع العمل على توطيد الزامية إرجاع الاعتمادات من طرف الوزارة، وأشار إلى أنه رغم الإجراءات، التي جرى العمل بها أخيرا، فإنه «ما زال يتعين رفع مستوى عدم تركيز الاعتمادات تطبيقا لمبدأ التفقات التكميلية، الذي يجب أن يرسخ بشكل تدريجي، بحيث يكون الأساسي هو التدبير اللامركزى والإستثناء هو التدبير المركزي». مقترحا بعض الإجراءات البسيطة ترمي إلى دعم قدرات الأبرين بالصف المساعد، ومبرزا أن مشروع التدبير المنهج للتفقات العمومية، من المتوقع أن يصبح قاعدة أساسية وأداة لا يستغنى عنها لإنجاز الإصلاحات، إذ سيسمح بضمان نجاعة مجموعة من الأنظمة المالية والمحاسبية ووضع الأدوات الكفيلة بالتدبير العصري رهن إشارة الأبرين بالصف وأجهزة المراقبة، ورغم بعض المشكلات، التي جرت مواجهتها خلال مرحلة التصميم الأولى، أصبح المشروع تحت مسؤولية فريق متفان تستجيب أعماله للمعايير والممارسات الدولية، سعيا نحو تطوير المشروع، الذي يمر بمرحلة حاسمة سنة 2007، إذ يستدعي قرارات إستراتيجية حول اختيار هندسة معلوماتية وحلول برمجية، وشدد على ضرورة دراسة الحلول اللوجيستية مع الأخذ بعين الاعتبار خصوصيات النظام الإداري والمالي المغربي، الذي يسجري تحديدها لوضع هذه الحلول موضع التنفيذ بشكل فعال كما أكد التقرير على ضرورة دعم الوسائل البشرية منذ 2007 في إطار التدبير المندمج للموارد البشرية، الذي ما زال ضعيفا، ودعا التقرير السلطات السياسية إلى توفير الدعم خاصة من أجل الاستفادة من تطوير هذا التدبير لتبسيط إجراءات التمويل العمومي الكامن، معتبرا أن الضمان المنطقي لتنفيذ البرنامج يظل ضمن الحدود المسموح بها لمثل هذه العملية من حيث تلبعتها وأهميتها.



فتح الله ولعلو

الإصلاحات الجارية.

وبخصوص الإصلاح المتعلق بالميزانية المرتكزة على النتائج، أوضح البنك العالمي أنها «لم تترتب عنها أي مخاطر كبرى في ما يتعلق بجودة نظام الميزانية والمحاسبة في شموليته، مبرزا أنه «يتعين مواصلة الإصلاحات من أجل ترسيخ المقاربة من خلال تحسين نجاعة الأداء، بتوسيع مجال شمولية الاعتمادات

مشيرا إلى أن هذا التحول في نظام التدبير المالي وكتبه إصلاح مهم في تنظيم السوق العمومية في جو من الشفافية في اختيار المرشحين، وفي ما يخص مراقبة التفقات العمومية، قال ولعلو إنها تشمل محورا يهدف إلى إصلاح المراقبة الداخلية للتفقات، مؤكدا أن وضع هذا المحور تميز بهيكله المراقبة القبلية وتبسيطها بشكل تدريجي عبر تحويلها للأبرين بالصف مقابل تحسين قدراتهم في التدبير، مضيفا أن المحور الآخر، الذي يشمله إصلاح المراقبة بهم المراقبة البعدية وتوجيهها نحو منطقتي الإفصاح والتقييم، وأحاط تقرير البنك الدولي، الذي قدمه بيتر مسالي، خبير بالمؤسسة المالية الدولية، بإحدى عشر جزءا أهم الأنظمة المالية العمومية، وأكد من خلالها أن الإصلاحات، التي جرى القيام بها خلال السنتين سنوات الأخيرة، لم تؤد إلى ارتفاع المخاطر رغم عددها واتساع مداها وتأثيرها، مبرزا أنه «يتعين على السلطات المغربية بذل الجهود من أجل تقليص آجال تقديم الحسابات وتعزيز وظيفة المراقبة لكونهما يشكلان دعامة أساسيتين لكل تقييم للمخاطر في التحليلات المقارنة على الصعيد الدولي لتحديد مخاطر الفساد بشكل عام، وأبرز التقرير أن مراجعة القانون التنظيمي للمالية، مسألة لا محيد عنها في أفق قريب إذا رغبت السلطات فعلا في مواصلة حركة إصلاح تدبير الميزانية لكن يجب اتخاذ عدة تدابير أولية تهم على الخصوص نظام التدبير المندمج وتحسين مسؤولية الأبرين بالصف عند تدبير الاعتمادات الخاصة بموظفيهم، وتقليص بشكل ملموس آجال تقديم الحسابات، واستبدال المراقبة بشكل تدريجي بالتفقيق المالي الداخلي». وبالنسبة إلى تقديم المخاطر العامة للميزانية والمحاسبة والمراقبة، قال البنك الدولي إنه بإمكان الإدارة المغربية التغلب عليها خاصة في إطار

قال فتح الله ولعلو وزير المالية والخصخصة، إن الإصلاحات التي باشرها المغرب على صعيد الميزانية والمالية، من شأنها أن تقود إلى «تدبير أكثر مسؤولية وشفافية ونجاعة»، من أجل «خدمة الطموح الديمقراطي، القاضي بتعزيز شروط الاختيارات والقرارات العمومية». مبرزا أن المقاربة المالية، التي تعتمدها الحكومة حاليا تهدف إلى تدبير «جيد» للموارد، من خلال إجماع شفافية وتحسين الاختيار الإستراتيجي في الميدان المالي العمومي، وأضاف ولعلو، خلال اللقاء، الذي نظمه البنك الدولي، أخيرا، لتقديم «دراسة تقييم تدبير أنظمة المالية العمومية»، أن هذه المقاربة تنبئ على أربعة مكونات كبرى، تهم عولة القروض وتعاقد العلاقات بين الإدارة المركزية والخدمات اللامركزية والشراكة بين الدولة والفاعلين المحليين ثم إعداد إطار للتفقات على المدى المتوسط موضحا أن أورش الإصلاح التدريجي لإطار التدبير المالي يتجلى في توجيهه نحو النتائج ومن خلال وضع تدبير مدمج للتفقات ومراجعة القوانين في السوق العمومية وإصلاح نظام المراقبة الداخلية في إطار دعم إصلاح المراقبة الخارجية المطبقة من طرف المجلس الأعلى للحسابات وذلك بوضع مجالس جهوية للحسابات.

وأكد ولعلو أن وزارته تتوخى من خلال هذه الأهداف الوصول إلى ثلاثة انتظارات تستجلى في منح المسؤولية للمكلفين بالمشاريع وضمان فعالية التدبير المالي من خلال تطوير الوسائل لمناجاة، فحالات الش لتفقد المشاريع وتقييم النتائج بالمقارنة مع الأهداف المسطرة، علاوة على ضمان «محكم للتسويق وإجماع السياسة العمومية القطاعية في إطار الماكرواقتصادي من أجل التصور اللازم للبرمجة المالية المتعددة».

ولعلو يدعو المفتشيات العامة إلى لعب دورها

قال فتح الله ولعلو، وزير المالية والخصوصية، إن إصلاح أنظمة مراقبة النفقات العمومية «يتضمن جانبا يهدف إلى مراجعة عميقة لآليات المراقبة الداخلية للنفقات»، مشيرا إلى «أن المفتشيات العامة بالوزارات مدعوة إلى لعب دور المحرك في هذا المجال».

وكان ولعلو يتحدث خلال تقديم «دراسة تقييم تدبير أنظمة المالية العمومية» بالرباط يوم الإثنين الماضي، حينما أضاف أن استراتيجية المغرب في مجال تدبير المالية العمومية «ترتكز على أربعة مكونات مترابطة هي شمولية الاعتمادات وتعاقدية العلاقات بين الإدارة المركزية والمصالح غير المركزية والشراكة بين الدولة والفاعلين المحليين وأخيرا تحضير إطار للنفقات على المدى المتوسط».

وأضاف وزير المالية والخصوصية أن إصلاح المالية العمومية جاء مقرونا بـ«تنظيم الصبغقات العمومية من خلال الحرص على ضمان شفافية أكبر ومزيد من العدالة في مجال انتقاء المرشحين».

في تقرير للبنك العالمي حول المغرب إصلاحات إيجابية لأنظمة المالية العمومية و "مستوى ضعيف" للمخاطر العامة

تبسيط الإجراءات وتقليص تكلفة المراقبة من أجل تحسين المنجزات وتقديم خدمة ذات جودة للمواطنين والمقاولات. وسيكون هذا الإصلاح تدريجياً وسيغطي مجموع الإدارات في أجل أقصاه ثلاث سنوات.

وبحسب (الآن جبرار كوهن) الخبير المختص في الرقابة الداخلية ومفتش عام سابق للمالية بفرنسا فإن إقامة الرقابة الداخلية تهدف إلى مطابقتها مع المعايير وقواعد الممارسة المتعارف عليها كما تضمن المرور من منطق الوسائل إلى منطق النتائج، مضيفاً أنها تقي كذلك من كل أشكال الغش المفترضة. وسجل كوهن الاهتمام المركز والتدريجي من قبل القطاعات العمومية في تبني منظومة الرقابة الداخلية كأداة فعالة لمراقبة عملية التخفيف من الرقابة الخارجية في مختلف أشكالها، مضيفاً أن الوعي بهذا التطور بالمغرب يتجلى في أورشاليم والإصلاح التي تتبنى نفس الفلسفة، وكذلك في تقوية القدرات التديبيرية للأمرين بالصرف في مجال مراقبة الإنفاق العام. ● عبد الحق ديلالي

العمومية ووضع اليات مرنة وخلاقة لمراقبة العمليات المتعلقة بالمبادرة الوطنية للتنمية البشرية. وحسب وزير المالية والخصوصية، فتح الله ولعلو، فسنبم وضع نظام للمراقبة يهتم نفقات الدولة، يقوم على تخفيف المراقبة المسبقة وعلى مسؤولية أكبر للخدمات التديبيرية. واعتبر أن الأمر يتعلق بنظام للمراقبة يتأسس على تدخل تدريجي وفقاً لمستوى القدرة التديبيرية للخدمات الأمرين بالصرف والرهانات المالية للنفقات. ويتضمن إصلاح مراقبة النفقات العمومية أربعة محاور أساسية وهم التقريب بين الخزينة العامة للمملكة والمراقبة الرفيع من قدرة تديبير خدمة الأمر بالصرف وتعميم وتعميق إصلاح الميزانية وتطوير مهنة الافتصاص والتفتيش. ويطلق مسلسل المراقبة على كافة النفقات سواء في إطار الوزارات أو الجماعات المحلية. وتحظى المقاولات والمؤسسات العمومية، حسب ولعلو، بمعاملة مختلفة في هذا المضمار

ومن جملة ما يرمي إليه إصلاح مراقبة النفقات العمومية، حسب الوزير،

المعلوماتي المندمج للمصرفيات وتنفيذ ومراقبة المصرفيات والمحاسبة العامة ومراقبة القطاع العمومي وأشار التقرير إلى أن التفكير في ضرورة القيام بمراجعة القانون التنظيمي للمالية بنمو بشكل مواز لتطور الإصلاحات التي تباشرها الحكومة في هذا المجال. غير أن التقرير لم يفته وضع الأصعب على بعض النقائص والاختلالات رغم حفاظ المغرب على التصنيف للمخاطر في خانة "ضعيف" داعياً السلطات المغربية إلى تركيز جهودها على تقليص أجل تقديم الحسابات وتعزيز وظيفة المراقبة، لكونهما تشكلان دعائمان أساسيين لكل تقييم للمخاطر في التحليلات المقارنة على الصعيد الدولي. كما أشار التقرير إلى أن التفكير في ضرورة القيام بمراجعة القانون التنظيمي للمالية بنمو بشكل مواز لتطور الإصلاحات التي تباشرها الحكومة في هذا المجال

معلوم أن الحكومة فتحت أوراش الإصلاح على مستوى المالية العمومية أجهزة وخاصة المقاربة الجديدة للميزانية وتقنين الصفقات العمومية وإصلاح المراقبة المالية للمؤسسات

صنف البنك الدولي تديبير أنظمة المالية العمومية في المغرب ضمن البلدان ذات "المستوى الضعيف" للمخاطر العامة للميزانية والمحاسبة والمراقبة وذلك على سلم من أربع مستويات للمخاطر: ضعيف ومتوسط وهام ومرتفع. وقد جاء ذلك في التقرير الذي تضمن تقييماً للمالية العمومية ونظام المراقبة والمخاطر المرتبطة بمجموع مناهج وإجراءات أدوات تديبير المالية العمومية يطلب من السلطات المغربية بهدف الحصول على تشخيص مرحلي حول مجموع الإصلاحات التي تمت مياشرتها في السنوات الأخيرة، والتي لم يتعرض لها التقرير السابق (2003)، لأن أهمها حصل في وقت لاحق من هذا التقرير

ويستفاد من تشخيص البنك الدولي أنه رغم ما تم القيام به من إصلاحات خلال الثلاث سنوات الأخيرة فإن ذلك لو يؤد إلى ارتفاع المخاطر رغم عددها واتساع مداها وتأثيراتها. وتتمس هذه الإصلاحات على الخصوص، إعداد وتديبير الميزانية ولا مركزية القروض والمراقبة القبلية والبعديّة والتديبير